Règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques (RIPP)

D 3 08.01

Tableau historique

du 13 janvier 2010

(Entrée en vigueur : 21 janvier 2010)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève, vu notamment les articles 14, 34, lettre d, 50, lettre a, et 68 de la loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (ci-après : LIPP), arrête :

Chapitre I Imposition d'après la dépense (art. 14 LIPP)

Art. 1 Base de calcul

¹ L'impôt fondé sur la dépense est calculé en fonction des frais annuels occasionnés, pendant la période fiscale, par le train de vie du contribuable et des personnes à sa charge vivant en Suisse.

² La dépense ne saurait être inférieure à :

- cinq fois le montant du loyer annuel ou, à défaut, de la valeur locative des locaux non meublés dont le contribuable dispose pour lui et sa famille. Dans le calcul de la valeur locative, la limite correspondant au taux d'effort prévu à l'article 24, alinéa 2, LIPP n'est pas applicable;
- deux fois le prix de pension annuel lorsque le contribuable vit à l'hôtel ou en pension, pour lui et son conjoint, et les trois quarts du prix de pension annuel pour les personnes considérées comme charges de famille au sens de la loi.

³ La dépense est en principe égale, au minimum, à 300 000 F.

⁴ S'il résulte de l'article 14, alinéa 3, LIPP un impôt plus élevé, celui-ci prévaut.

Art. 2 Calcul de contrôle visé à l'article 14, alinéa 3, LIPP

¹ Le calcul de l'impôt visé à l'article 14, alinéa 3, LIPP permet de déduire :

- les frais d'entretien des immeubles, conformément à l'article 34, lettre d, LIPP;
- les frais usuels d'administration des capitaux mobiliers (art. 34, lettre c, LIPP), pour autant que leur rendement soit imposé.

² D'autres déductions, notamment les intérêts passifs, les rentes et les charges durables, ne sont pas autorisées.

Art. 3 Exclusion des déductions sociales

Les déductions sociales visées aux articles 39 et 40 LIPP ne sont pas autorisées lorsque l'impôt est fondé sur la dépense.

Art. 4 Barème applicable – Calcul du taux

L'impôt annuel sur la dépense est calculé selon les dispositions de l'article 41 LIPP.

Art. 5 Modification de l'imposition d'après la dépense selon certaines conventions de double imposition

Si des revenus provenant d'un Etat ne sont exonérés des impôts de cet Etat que si la Suisse impose ces revenus seuls ou avec d'autres revenus au taux du revenu total, le contribuable doit acquitter l'impôt non seulement sur les revenus mentionnés à l'article 14, alinéa 3, LIPP, mais aussi sur tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source et qui ont été attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante de double imposition. Ne sont déductibles que les frais visés à l'article 2, alinéa 1, du présent règlement.

Art. 6 Résultats de la taxation

Le résultat de la taxation notifié est toujours le montant le plus élevé résultant des articles 1, 2 ou 5.

Chapitre II Impôt sur le revenu

Section 1 Estimation des revenus en nature (art. 17-19 LIPP)

Sous-section 1 Prélèvements en nature et parts privées aux frais généraux des propriétaires d'entreprises

Art. 7 Prélèvements de marchandises

¹ Les prélèvements de marchandises opérés par le contribuable dans sa propre exploitation doivent être comptés au montant qu'il aurait dû payer en dehors de son entreprise. Dans les branches suivantes, ils doivent être estimés en règle générale comme suit :

a) boulangers et pâtisseries

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Par an	3 000 F	720 F	1 500 F	2 220 F
Par mois	250 F	60 F	125 F	185 F

1° Pour les exploitations avec tea-room, ces taux sont majorés de 20%. Pour chaque fumeur, 1 500 à 2 200 F par an pour tabacs, cigares et cigarettes sont normalement ajoutés à ces montants. Si l'exploitation sert aussi des repas, les normes pour les restaurateurs et hôteliers sont généralement appliquées.

2° Lorsque d'autres denrées alimentaires sont également vendues dans une mesure étendue, les normes pour détaillants en denrées alimentaires sont applicables.

b) détaillants en denrées alimentaires

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Par an	5 280 F	1 320 F	2 640 F	3 960 F
Par mois	440 F	110 F	220 F	330 F

1° Pour chaque fumeur, 1 500 à 2 200 F par an pour tabacs, cigares et cigarettes sont ajoutés à ces montants.

2° En cas d'assortiment moins étendu, les déductions suivantes sont admises (par an) :

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Légumes frais	300 F	75 F	150 F	225 F
Fruits frais	300 F	75 F	150 F	225 F
Viande et charcuterie	500 F	125 F	250 F	375 F

c) laitiers

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Par an	2 460 F	600 F	1 200 F	1 800 F
Par mois	205 F	50 F	100 F	150 F

1° En cas d'assortiment plus étendu, les suppléments suivants sont pris en considération (par an) :

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Légumes frais	300 F	75 F	150 F	225 F
Fruits frais	300 F	75 F	150 F	225 F
Charcuterie	200 F	50 F	100 F	150 F

2° En cas d'assortiment étendu en denrées alimentaires, ainsi qu'en produits pour lessive et nettoyage, les normes pour détaillants en denrées alimentaires sont applicables.
3° Pour les fromagers et laitiers sans magasin de vente, la moitié des taux indiqués sont ordinairement pris en compte.

d) bouchers

	Adultes	Enfants plus de 3 ans jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Par an	2 760 F	660 F	1 380 F	2 040 F
Par mois	230 F	55 F	115 F	170 F

e) restaurateurs et hôteliers

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
Par an	6 480 F	1 620 F	3 240 F	4 860 F
Par mois	540 F	135 F	270 F	405 F

1° Les taux ne comprennent que la valeur des prélèvements en marchandises. Les autres prélèvements en nature et les parts privées aux frais généraux doivent être estimés séparément, en particulier conformément aux articles 8, 9 et 10.

2° Le prélèvement de tabacs n'est pas compris dans les taux; pour chaque fumeur, 1 500 à 2 200 F par an sont généralement ajoutés.

2 Pour l'application des taux mentionnés à l'alinéa 1, l'âge des enfants au début de chaque exercice est déterminant. S'il y a plus de 3 enfants, il convient de déduire du total des taux pour enfants : 10% pour 4 enfants, 20% pour 5 enfants, 30% pour 6 enfants ou plus.

3 Pour les commerces non énumérés et dans lesquels des prélèvements en nature sont effectués, ces prélèvements doivent être évalués selon les particularités de chaque cas.

Art. 8 Valeur locative du logement

La valeur locative du logement du contribuable dans sa propre maison doit être déterminée en fonction des loyers usuels pratiqués dans la localité pour des logements semblables. Lorsque certains locaux sont utilisés aussi bien à des fins commerciales que privées, par exemple dans l'hôtellerie, il est tenu compte d'une part appropriée à ces locaux communs (pièces d'habitation, cuisine, bain, WC).

Art. 9 Part privée aux frais de chauffage, éclairage, nettoyage, communication, etc.

Pour les frais de chauffage, courant électrique, gaz, matériel de nettoyage, lessive, articles de ménage, raccordement à des moyens de communication modernes, radio et télévision, les montants suivants sont ordinairement pris en compte comme part privée aux frais généraux, si tous les frais de ce genre concernant le ménage privé ont été portés au débit de l'exploitation :

	Ménage avec 1 adulte	Supplément par adulte en plus	Supplément par enfant
Par an	3 540 F	900 F	600 F
Par mois	295 F	75 F	50 F

Art. 10 Part privée aux salaires du personnel de l'entreprise

Si des employés de l'entreprise travaillent partiellement pour les besoins privés du propriétaire et de sa famille (préparation des repas, entretien des locaux et du linge privés, etc.), une part privée au salaire de ce personnel est déterminée en fonction de l'importance des prestations fournies.

Art. 11 Déduction des salaires en nature des employés

Les prestations en nature (nourriture, logement) accordées au personnel de l'entreprise doivent être débitées dans les comptes de l'entreprise à leur prix de revient, et non pas aux taux à forfait valables pour les employés. Si le prix de revient n'est pas connu et s'il n'est pas non plus déterminé sur la base d'un « compte de ménage », les montants suivants sont ordinairement déductibles pour la nourriture, par personne :

	Dans les hôtels et restaurants	Dans les autres exploitations
Par jour	16 F	17 F
Par mois	480 F	510 F
Par an	5 760 F	6 120 F

Sous-section 2 Prélèvements en nature et parts privées aux frais généraux des propriétaires d'entreprises agricoles et forestières

Art. 12 Prélèvements en nature

¹ Les montants indiqués ci-dessous représentent la valeur des denrées alimentaires de l'exploitant, de sa famille et des employés provenant de l'exploitation (auto-apvisionnement). Pour les employés de l'exploitation, leurs parts sont déduites au titre de salaire en nature, conformément à l'article 17.

	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 ans jusqu'à 18 ans
En règle générale	960 F	240 F	480 F	720 F

Sans lait	600 F	145 F	300 F	455 F
Avec lait, sans viande	600 F	145 F	300 F	455 F
Exploitation sans animaux	240 F	60 F	120 F	180 F

² Pour l'application des taux mentionnés à l'alinéa 1, l'âge des enfants au début de chaque exercice est déterminant. S'il y a plus de 3 enfants, il convient de déduire du total des taux pour enfants : 10% pour 4 enfants, 20% pour 5 enfants, 30% pour 6 enfants ou plus.

Art. 13 Valeur locative du logement

La valeur locative du logement du contribuable dans sa propre maison est déterminée conformément à l'article 8.

Art. 14 Part privée aux frais de chauffage, éclairage, nettoyage, communication, etc.

Pour les frais de chauffage, courant électrique, gaz, matériel de nettoyage, lessive, articles de ménage, raccordement à des moyens de communication modernes, radio et télévision, les montants suivants sont ordinairement pris en compte, par an, comme part privée aux frais généraux, si tous les frais de ce genre concernant le ménage privé ont été inscrits au débit de l'exploitation :

	Ménage avec 1 adulte	Supplément par adulte en plus	Supplément par enfant
Conditions favorables (selon l'article 9)	3 540 F	900 F	600 F
En règle générale	2 640 F	660 F	420 F
Conditions modestes	2 100 F	540 F	360 F

Art. 15 Part privée aux salaires du personnel de l'exploitation

La part privée aux salaires du personnel de l'exploitation est déterminée conformément à l'article 10.

Art. 16 Salaires en nature (pension et logement) pour employés agricoles

¹ Les salaires en nature des employés agricoles sont estimés de la manière suivante :

a) pension

Adultes	Déjeuner	Dîner	Souper	Pension complète
jour	3,50 F	10 F	8 F	21,50 F
mois	105 F	300 F	240 F	645 F
an	1 260 F	3 600 F	2 880 F	7 740 F

b) logement

Adultes	Logement	Pension et logement
jour	11,50 F	33 F
mois	345 F	990 F
an	4 140 F	11 880 F

² Pour les enfants, ces montants sont pris en compte à raison de 25% jusqu'à 6 ans, 50% de 6 à 13 ans et 75% de 13 à 18 ans. Pour les familles comptant plus de 4 enfants, l'article 12, alinéa 2, est applicable.

³ Lorsque l'employeur fournit également des vêtements, du linge de corps et des chaussures et qu'il se charge du blanchissage et de l'entretien, il convient d'ajouter 80 F par mois, respectivement 960 F par an.

Art. 17 Déduction du salaire en nature chez l'employeur

¹ La déduction du salaire payé en nature par l'employeur se détermine de la manière suivante (prix de revient) :

	En règle générale	Si la valeur locative des locaux occupés par le personnel est ajoutée au revenu de l'exploitant
par jour	17 F	19 F
par mois	510 F	570 F
par an	6 120 F	6 840 F

² Le montant déboursé en faveur du bénéficiaire pour la remise de vêtements, du linge de corps et des chaussures est déductible lorsqu'il est pris en considération dans le certificat de salaire.

Sous-section 3 Estimation de la pension et du logement des salariés

Art. 18 Pension et logement des salariés

¹ La pension et le logement sont estimés en principe au montant que l'employé aurait dû payer ailleurs dans les mêmes circonstances (valeur marchande), conformément aux tableaux ci-après, par personne :

	Adultes		
	jour	mois	an
Déjeuner	3,50 F	105 F	1 260 F
Dîner	10 F	300 F	3 600 F
Souper	8 F	240 F	2 880 F
Pension complète	21,50 F	645 F	7 740 F
Logement (chambre)	11,50 F	345 F	4 140 F
Pension complète avec logement	33 F	990 F	11 880 F

	Enfants jusqu'à 6 ans			plus de 6 ans jusqu'à 13 ans			plus de 13 ans jusqu'à 18 ans		
	jour		an	jour		mois	jour		an
	F	F	F	F	F	F	F	F	F
Déjeuner	1	30	360	1,50	45	540	2,50	25	900
Dîner	2,50	75	900	5	150	1 800	7,50	225	2 700
Souper	2	60	720	4	120	1 440	6	180	2 160
Pension complète	5,50	165	1 980	10,50	315	3 780	16	480	5 760
Logement (chambre)	3	90	1 080	6	180	2 160	9	270	3 240
Pension complète avec logement	8,50	255	3 060	16,50	495	5 940	25	750	9 000

² Lorsque l'employeur fournit également des vêtements, du linge de corps et des chaussures et qu'il se charge du blanchissage et de l'entretien, il convient d'ajouter 80 F par mois, respectivement 960 F par an.

³ Lorsque l'employeur ne met pas seulement une chambre à disposition, mais un appartement, est ajouté au revenu imposable, en lieu et place des forfaits susmentionnés, le montant du loyer correspondant au prix local, respectivement le montant dont le loyer a été réduit par rapport aux loyers demandés usuellement dans la localité pour un logement analogue. Par personne adulte, les autres prestations de l'employeur doivent être appréciées comme suit :

- 70 F par mois/840 F par an pour l'agencement de l'appartement;
- 60 F par mois/720 F par an pour le chauffage et l'éclairage;
- 10 F par mois/120 F par an pour le nettoyage des habits et de l'appartement.

Pour les enfants, sont pris en considération la moitié des taux déterminés pour les adultes, sans tenir compte de leur âge.

⁴ Le taux relatif au logement (chambre) tient compte d'une éventuelle occupation cumulative de la chambre.

⁵ Pour les directeurs et gérants d'hôtel ou de restaurant ainsi que leurs proches, les taux prévus pour les restaurateurs et hôteliers à l'article 7, alinéa 1, lettre e, sont applicables.

⁶ Pour la fixation des taux susmentionnés, l'âge des enfants au début de chaque année de calcul est déterminant. S'il y a plus de 3 enfants, il convient de déduire du total des taux pour enfants : 10% pour 4 enfants, 20% pour 5 enfants, 30% pour 6 enfants ou plus.

Sous-section 4 Dispositions générales

Art. 19 Montants forfaitaires

¹ Les montants forfaitaires indiqués dans la présente section sont des taux moyens, dont l'administration fiscale peut s'écarter dans des cas réellement spéciaux.

Indexation

² Ces montants sont indexés dans la même mesure que les montants prévus par les notices de l'administration fédérale des contributions relatives à l'estimation des revenus en nature.

Section 2 Détermination du revenu net

Sous-section 1 Déduction des frais relatifs aux immeubles privés (art. 34, lettre d, LIPP)

Art. 20 Déduction forfaitaire

¹ Au lieu du montant effectif des frais et primes ainsi que des investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement, qui sont assimilés aux frais d'entretien, le contribuable peut, pour son propre logement, faire valoir une déduction forfaitaire.

² Cette déduction forfaitaire, calculée sur la valeur locative selon l'article 24, alinéa 2, LIPP, est la suivante :

- 10%, si l'âge du bâtiment au début de la période fiscale est inférieur ou égal à 10 ans;
- 20%, si l'âge du bâtiment au début de la période fiscale est supérieur à 10 ans. ⁽¹⁾

Art. 21 Liberté de choisir du contribuable

Le contribuable peut choisir entre la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire lors de chaque période fiscale et pour chaque immeuble qu'il occupe à titre privé.

Sous-section 2 Déduction des dons (art. 37 LIPP)

Art. 22 Justification des dons

¹ Le contribuable qui prétend à la déduction de dons au sens de l'article 37 LIPP doit joindre à sa déclaration d'impôts une liste des dons effectués au cours de la période fiscale avec l'indication de leur nature, de leur montant ou de leur valeur et de l'identité de l'institution bénéficiaire.

² Le contribuable doit en outre joindre une quittance des dons dont le montant ou la valeur sont égaux ou supérieurs à 300 F.

³ La quittance des dons en espèces est libellée comme suit :

« L'institution ... certifie que M., Mme ... lui a versé la somme de ... F, à titre de versement bénévole. Ce don est acquis à l'institution à titre définitif et ne sera en aucun cas restitué au donateur sous quelque forme que ce soit; en particulier, celui-ci ne reçoit aucune contre-prestation de la part de l'institution. »

⁴ La quittance des dons sous forme d'autres valeurs patrimoniales est libellée comme suit :

« L'institution ... certifie que M., Mme ... lui a fait don de ... (préciser la nature), d'une valeur estimée par l'institution à ... F. Ce don est acquis à l'institution à titre définitif et ne sera en aucun cas restitué au donateur sous quelque forme que ce soit; en particulier, celui-ci ne reçoit aucune contre-prestation de la part de l'institution. »

⁵ La preuve des dons dont le montant ou la valeur sont inférieurs à 300 F, ainsi que celle de l'exonération de l'institution bénéficiaire en raison de ses buts de service public ou d'utilité publique, peuvent être exigées du contribuable.

⁶ S'agissant des dons sous forme d'autres valeurs patrimoniales, l'administration peut demander au contribuable de démontrer la valeur de la libéralité à la déduction de laquelle il prétend (valeur vénale).

⁷ La cotisation statutaire n'est pas un don.

⁸ Des formulaires de quittances de dons peuvent être obtenus auprès du département des finances.

Art. 23 Contribution ecclésiastique

La contribution ecclésiastique versée à l'Etat pour le compte des Eglises reconnues, au sens de la loi autorisant le Conseil d'Etat à percevoir pour les Eglises reconnues qui lui en font la demande, une contribution ecclésiastique, du 7 juillet 1945, est considérée comme un don. La justification du versement peut être exigée du contribuable.

Section 3 Déduction pour charges de famille (art. 39 LIPP)

Art. 24 Détermination des charges de famille

¹ Le revenu au sens de l'article 39, alinéa 2, lettres b et c, LIPP s'entend de l'ensemble des revenus bruts, prestations et avantages, qu'ils soient uniques ou périodiques, en espèces ou en nature, exonérés ou non, et quelle qu'en soit l'origine, dont bénéficie la personne considérée.

² Il comprend notamment le revenu découlant d'une activité lucrative, les prestations d'assurances sociales, les allocations d'études, les subsides, les prestations d'assistance, ainsi que le rendement de la fortune mobilière et immobilière.

Chapitre III Impôt sur la fortune

Art. 25 Taux de capitalisation servant à l'estimation des immeubles locatifs (art. 50, lettre a, LIPP) ⁽²⁾

Principes⁽²⁾

¹ Les taux de capitalisation servant à calculer la valeur fiscale des immeubles locatifs, conformément à l'article 50, lettre a, LIPP, sont fixés sur la base des transactions constatées sur

le marché immobilier entre le 1^{er} janvier de l'année précédant l'année fiscale et le 30 juin de l'année fiscale.

² Demeure réservée la catégorie des immeubles HBM, HLM, HCM et HM, soumis au régime institué par la loi générale sur le logement et la protection des locataires, du 4 décembre 1977, pour lesquels le taux de capitalisation est fondé sur le taux de rendement moyen admis, durant l'année fiscale, par l'office financier du logement.

Année fiscale 2010

³ Pour l'année fiscale 2010, les taux de capitalisation des immeubles locatifs sont les suivants :

- a) 4,96% pour les immeubles de logements dont l'âge est inférieur à 20 ans au 31 décembre ou à la fin de l'assujettissement;
- b) 6,29% pour les immeubles de logements dont l'âge est égal ou supérieur à 20 ans au 31 décembre ou à la fin de l'assujettissement;
- c) 7,00% pour les immeubles HBM, HLM, HCM et HM;
- d) 4,86% pour les immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les zones d'affectation du sol 1 et 2;
- e) 6,36% pour les immeubles commerciaux et autres immeubles locatifs situés dans les autres zones. ⁽²⁾

Chapitre IV Dispositions finales et transitoires

Art. 26 Clause abrogatoire

Sont abrogés :

- a) le règlement d'application de la loi sur l'imposition dans le temps des personnes physiques, du 31 octobre 2001;
- b) le règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques – Objet de l'impôt – Assujettissement à l'impôt, du 7 novembre 2001;
- c) le règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques – Impôt sur le revenu (revenu imposable), du 14 novembre 2001;
- d) le règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques – Impôt sur la fortune, du 19 décembre 2001;
- e) le règlement d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques – Détermination du revenu net – Calcul de l'impôt et rabais d'impôt – Compensation des effets de la progression à froid, du 19 décembre 2001.

Art. 27 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication dans la Feuille d'avis officielle.

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
D 3 08.01	R d'application de la loi sur l'imposition des personnes physiques	13.01.2010	21.01.2010
<i>Modifications :</i>			
1. <i>n.t.</i> : 20/2		03.11.2010	11.11.2010
2. <i>n.</i> : 25/1 (sous-note), 25/3; <i>n.t.</i> : 25 (note)		03.11.2010	11.11.2010